



Assemblée générale

Soixante et onzième session

Documents officiels

Distr. générale
24 juillet 2017
Français
Original : anglais

Commission des questions politiques spéciales et de la décolonisation (Quatrième Commission)

Compte rendu analytique de la 25^e séance

Tenue au Siège, à New York, le mardi 11 juillet 2017, à 15 heures

Président : M. Drobnyak (Croatie)

Sommaire

Point 51 de l'ordre du jour : Étude d'ensemble de toute la question des opérations de maintien de la paix sous tous leurs aspects (*suite*)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Celles-ci doivent être signées par un membre de la délégation intéressée, adressées dès que possible au Chef du Groupe de la gestion des documents (dms@un.org) et portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les comptes rendus rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents (<http://documents.un.org/>).

17-11816 (F)



Merci de recycler



La séance est ouverte à 15 h 5.

Point 51 de l'ordre du jour : Étude d'ensemble de toute la question des opérations de maintien de la paix sous tous leurs aspects (suite) (A/71/19; A/C.4/71/L.18)

1. Le **Président** rappelle que la Commission a tenu un débat général sur le point 51 de l'ordre du jour en octobre et novembre 2016. Le Comité spécial des opérations de maintien de la paix a adopté son rapport (A/71/19) à sa session de 2017. Ce rapport est maintenant présenté à la Commission à la reprise de la session.

2. M. **Grant** (Canada), prenant la parole au nom du Rapporteur du Comité spécial des opérations de maintien de la paix dont il présente le rapport (A/71/19), dit que le Comité spécial s'est réuni du 21 février au 17 mars 2017. Après le débat général, le Groupe de travail plénier a été convoqué pour examiner les propositions, recommandations et conclusions du Comité spécial et en établir la version définitive.

Projet de résolution A/C.4/71/L.18 : Étude d'ensemble de toute la question des opérations de maintien de la paix sous tous leurs aspects

3. M. **Grant** (Canada), prenant la parole au nom du Rapporteur du Comité spécial des opérations de maintien de la paix, présente le projet de résolution, qui est fondé sur les résolutions similaires adoptées ces dernières années. Dans ce projet, l'Assemblée générale ferait siennes les propositions, recommandations et conclusions énoncées dans le rapport du Comité spécial des opérations de maintien de la paix et prierait instamment les États Membres, le Secrétariat et les organes compétents de l'Organisation des Nations Unies de prendre toutes les mesures nécessaires à leur application.

4. M^{me} **Sharma** (Secrétaire de la Commission), présentant un état des incidences sur le budget-programme conformément à l'article 153 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale, indique qu'aux termes du paragraphe 2 du projet de résolution, l'Assemblée ferait sienne la décision du Comité spécial des opérations de maintien de la paix, qui figure dans son rapport, de créer un groupe de travail informel chargé d'examiner les différentes formules possibles pour actualiser le rapport annuel du Comité et ses méthodes de travail. S'agissant de la requête formulée au paragraphe 2, il est entendu que toutes les modalités des réunions du groupe de travail informel qu'il est proposé de créer n'ont pas encore été arrêtées. En

l'absence de ces informations, il n'est donc pas possible d'estimer les ressources qui pourraient être nécessaires pour les réunions et la documentation. Dès que les modalités, le format et le programme de ces réunions auront été arrêtés, le Secrétaire général présentera un état des dépenses à prévoir à cette fin conformément à l'article 153 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale. Les dates des réunions seront fixées en consultation avec le Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences. L'adoption du projet de résolution A/C.4/71/L.18 ne devrait donc avoir aucune incidence sur le budget-programme de l'exercice biennal 2016-2017.

5. M. **Maleki** (République islamique d'Iran) dit que si les termes « Comité spécial » employés au paragraphe 2 du projet de résolution désignent clairement le Comité spécial des opérations de maintien de la paix, la mention au paragraphe 6 d'un comité spécial prié de faire rapport à l'Assemblée générale est ambiguë. Bien que la Commission des questions politiques spéciales et de la décolonisation soit la seule à faire rapport à l'Assemblée générale, toutes les mentions, dans le projet de résolution, précédant le paragraphe 6, d'un comité spécial font clairement référence au Comité spécial des opérations de maintien de la paix. Il se demande donc comment lever cette ambiguïté dans le libellé du projet de résolution.

6. Le **Président** dit qu'il croit comprendre que le comité spécial visé au paragraphe 6 du projet de résolution, désigne en fait la Commission des questions politiques spéciales et de la décolonisation. Le libellé de ce paragraphe est identique à celui des versions du projet de résolution adoptées lors des récentes sessions. La Commission pourrait soit conserver le libellé actuel, soit modifier oralement le paragraphe 6 comme suit : « Commission des questions politiques spéciales et de la décolonisation ».

La séance est suspendue à 15 h 15; elle est reprise à 15 h 25.

7. Le **Président** dit que, contrairement à ce qu'il pensait, le Comité spécial mentionné au paragraphe 6 du projet de résolution est le Comité spécial des opérations de maintien de la paix. Toutefois, les délégations devant consulter leur gouvernement avant d'adopter tout projet de résolution dont le texte a été révisé, la modification du libellé signifierait que le projet ne pourrait être adopté à la présente réunion. Il propose donc que la Commission l'adopte dans sa forme actuelle et confie à son président et à son bureau le soin de rendre plus clair le paragraphe 6 à sa prochaine session, si ceux-ci le jugent nécessaire,

rappelant que le paragraphe en question est identique à celui des versions antérieures du projet de résolution, qui ont toutes été adoptées par consensus.

8. M. **Maleki** (République islamique d'Iran) dit que sa délégation est favorable à l'idée d'adopter le projet de résolution dans sa forme actuelle et de transmettre le message concernant le passage ambigu au prochain Président.

9. Le **Président** croit comprendre que la Commission souhaite adopter le projet de résolution dans sa forme actuelle.

10. *Le projet de résolution [A/C.4/71/L.18](#) est adopté.*

La séance est levée à 15 h 30.